

**Projet de règlement grand-ducal**

**portant exécution de l'article 162 de la loi modifiée du  
4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu**

---

**Avis du Conseil d'État**

(6 mars 2018)

Par dépêche du 10 août 2017, le Premier ministre, ministre d'État, a soumis à l'avis du Conseil d'État le projet de règlement grand-ducal sous objet qui a été élaboré par le ministre des Finances.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles.

Les avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, de la Chambre des salariés, de la Chambre de l'agriculture et de la Chambre de commerce ont été communiqués au Conseil d'État par dépêches respectivement des 12 et 20 octobre 2017 et des 2 et 16 novembre 2017.

\*

Le projet de règlement grand-ducal vise à compléter l'annexe du règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 1969 portant exécution de l'article 162 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu afin de rendre applicables les dispositions du titre I de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu aux organismes à caractère collectif au regard de l'introduction du nouvel article 50<sup>ter</sup> dans la loi précitée du 4 décembre 1967 (voir projet de loi n° 7163 relatif au régime fiscal de la propriété intellectuelle et modifiant - la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ; - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'évaluation des biens et valeurs (« *Bewertungsgesetz* »)).

**Examen des articles**

Le texte du projet de règlement grand-ducal sous examen n'appelle pas d'observation de la part du Conseil d'État quant au fond.

**Observations d'ordre légistique**

Observation générale

Les projets d'acte qui apportent une modification à la législation ou à la réglementation en vigueur doivent être accompagnés d'une version coordonnée du texte à modifier. À travers le recours à des caractères mis en évidence, la version coordonnée du projet de loi ou de règlement grand-ducal doit faire ressortir clairement les dispositions nouvelles qui sont

ajoutées à la législation en place ainsi que les passages qui en sont supprimés. À cet égard, le Conseil d'État rappelle la circulaire du ministre aux Relations avec le Parlement du 28 janvier 2016 aux termes de laquelle le Conseil d'État entend se voir transmettre à l'avenir « des textes coordonnés dans lesquels les modifications seront indiquées en caractères gras et les passages de texte en vigueur à modifier ou à supprimer resteront visibles tout en étant barrés ».

### Intitulé

À l'intitulé, il y a lieu de reprendre l'intitulé de l'acte qu'il s'agit de modifier, tel que publié officiellement. Partant, il faut lire :

« Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 1969 portant exécution de l'article 162 de la loi ~~modifiée~~ du 4 décembre 1967 [...] ».

### Préambule

Le visa relatif aux avis des chambres professionnelles est à adapter, le cas échéant, pour tenir compte des avis effectivement parvenus au Gouvernement au moment où le règlement grand-ducal en projet sera soumis à la signature du Grand-Duc.

Il convient d'écrire « Sur le rapport de Notre Ministre des Finances » avec une lettre « n » majuscule et d'écrire « Gouvernement en conseil » avec une lettre « c » minuscule.

### Article 1<sup>er</sup>

À l'alinéa 1<sup>er</sup>, il y a lieu d'écrire « Dans l'annexe ~~faisant partie intégrante~~ du règlement grand-ducal modifié du 3 décembre 1969 portant exécution de l'article 162 de la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, (...) ».

Le point 4, qu'il s'agit de remplacer, est à mettre entre guillemets pour lire :

« **4. Bénéfice commercial**

[...]

art. 55*bis* à 60 ».

### Article 3

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2016 concernant le Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg, il convient de remplacer la référence « Mémorial », qui n'existe plus sous cette dénomination, par celle de « Journal officiel du Grand-Duché de Luxembourg ».

Ainsi délibéré en séance plénière et adopté à l'unanimité des 19 votants, le 6 mars 2018.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Georges Wivenes